



La Bundeswehr en opérations

Chapitre 1 : Les ressorts de la politique allemande en termes d'interventions extérieures

Lors de la Conférence sur la sécurité de Munich au début de l'année 2014, les dirigeants allemands ont plaidé pour une plus grande implication de la Bundeswehr dans des opérations extérieures au nom de la « responsabilité de protéger » les populations. Traditionnellement perçue comme un pays réticent à intervenir militairement, l'Allemagne est-elle sur la voie d'un plus grand engagement de son armée hors de ses frontières ?

Le « pacifisme allemand », entre héritage historique et handicap sur la scène internationale

La *Bundeswehr* est l'héritière de l'armée de la RFA, créée en 1955 pour constituer la défense avancée de l'Europe occidentale dans le cadre de la guerre froide. Ce contexte imposait de fortes contraintes aux dirigeants ouest-allemands en termes de politique de défense, à la fois face à leurs ennemis et auprès de leurs alliés de l'OTAN. Couplée à l'histoire de la seconde guerre mondiale, cette situation explique les spécificités actuelles de la *Bundeswehr*.

Placée sous le contrôle des élus de la nation et non sous celui du chef de l'exécutif, l'armée allemande est régie par des conditions d'engagement bien plus strictes que celles de la plupart des pays européens. Chaque intervention doit au préalable être justifiée dans le cadre de la Loi fondamentale allemande, qui précise que le pays peut « adhérer à un système de sécurité collective pour sauvegarder la paix ».

Toutefois, depuis le milieu des années 1990, la politique de défense allemande s'est sensiblement assouplie, à la suite notamment de la décision de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe d'autoriser la *Bundeswehr* à participer à des missions de maintien de la paix de l'ONU hors du territoire de l'OTAN en 1994. Les multiples opérations dans les Balkans ont ainsi constitué un tournant pour la *Bundeswehr* dont le symbole a été l'emploi de l'aviation de combat allemande en Bosnie en 1995.

Une armée en pointe sur les missions de soutien et de formation

Cette évolution n'est cependant pas uniforme. Dans une certaine mesure, l'engagement allemand en Afghanistan a par exemple joué un rôle de repoussoir : les règles d'intervention très restrictives des soldats ont été fortement critiquées par le commandement de l'OTAN et ont également provoqué des traumatismes pour les militaires, qui ont eu un fort écho médiatique.

La *Bundeswehr* est ainsi perçue par ses alliés comme une armée bien mieux adaptée à des missions de soutien ou de formation. Elle joue par exemple un rôle de premier plan au sein de l'EUTM (*European Union Training Mission*) au Mali, destinée à former les forces locales, dont elle a pris la tête depuis août 2015. En janvier 2016, le gouvernement a confirmé son intention de faire de cette mission une priorité en annonçant sa volonté de porter ses effectifs à 650 contre 150 à l'origine.

L'envoi d'instructeurs, l'installation d'hôpitaux militaires, ou encore la mise à disposition de véhicules de transport au sein d'un territoire en crise, permettent d'afficher son soutien à une opération sans heurter l'opinion publique allemande, traditionnellement réticente à l'emploi de la force armée.

La solidarité européenne, moteur d'un engagement accru de la *Bundeswehr*

Le souci de l'acceptabilité publique d'une politique de défense plus volontaire paraît en effet très contraignant pour les dirigeants allemands. Ces derniers souhaitent pourtant rompre avec l'image d'une Allemagne en retrait sur le plan militaire, à l'instar du ministre de la Défense Ursula von der Leyen qui plaide pour l'édification à long terme d'une union militaire européenne dans laquelle Berlin jouerait un rôle d'ampleur.

Ces déclarations interviennent dans un contexte international où la *Bundeswehr* a dû faire face à plusieurs déconvenues sur le plan capacitaire. La crise ukrainienne a ainsi démontré que les Allemands n'étaient pas en mesure de contribuer rapidement à la surveillance aérienne alors que le taux de disponibilité de son aviation de chasse était tombée à 30%. Relayés dans les médias nationaux et étrangers, ces déboires décrédibilisent le volontarisme affiché par le gouvernement.

Les ambitions des dirigeants allemands ne paraissent pas amorcer de changement radical au sein de la politique militaire du pays. Alors qu'un des principaux obstacles semble être la réticence des citoyens, le fort impact de l'afflux massif de migrants pourrait accélérer l'évolution des mentalités quant à un interventionnisme plus prononcé, susceptible de juguler en amont ce type de crises. Cette note constitue le premier volet d'une série consacrée aux opérations de la Bundeswehr, dont le second chapitre traitera des évolutions récentes des interventions extérieures de l'armée allemande.